

L'ANARCHISME EN ACTION...

DEUXIÈME PARTIE: L'ÉTAT, PRÉJUGÉ TENACE...

Il est une opinion très répandue maintenant: c'est que le capitalisme vit ses derniers moments. Depuis ses partisans intéressés jusqu'à l'indifférent septique, en passant par le privilégié et le déshérité social, ce phénomène naturel est communément admis. Si ce régime ne s'effondre plus rapidement, les préjugés tenaces y sont des facteurs solides plus importants que les palliatifs et remèdes de «bonne femme» dont on drogue le moribond.

Le capitalisme est dès maintenant considéré par la majeure partie de l'opinion publique comme une organisation sociale imparfaite et susceptible de disparition. Cela ne fait aucun doute. Seule la date du décès futur est mise en discussion, les uns croyant encore à un sursaut plus ou moins énergique du vieillard, les autres trouvant possible une sorte de «régence» transitoire, héritière des dernières convulsions matérielles et matérielles seulement - les plus impatients enfin - dont nous sommes - convaincus de la nocivité totale des moyens et buts du capitalisme, n'en acceptant l'héritage que pour le transformer immédiatement et de fond en comble.

L'*«homme de la rue»* subit, certes, l'ascendant de l'évolution générale. Mais il pense que le processus sera lent, déplorablement lent. S'il accepte l'idée de la mort du régime actuel, il reste fort perplexe lorsqu'il pense aux héritiers possibles. Ses conceptions - hâtives, parce que récentes - lui font entrevoir un changement social, qui loin d'être révolutionnaire, serait le résultat de secousses régulières, orchestrées et méthodiques.

En d'autres termes, le régime en gestation doit, selon ses vues primaires, conserver les bonnes choses du capitalisme et en éliminer les mauvaises. Comme si notre archaïque système en vigueur n'avait depuis longtemps perdu les valeurs historiques qui le hissèrent dans le passé aux sommets des nécessités sociales!

L'erreur provient du renversement soudain des idées que se faisaient - voici à peine dix ans - les hommes sur les régimes en général et sur le capitalisme en particulier. Ils se sont brutalement aperçus que les organisations sociales n'étaient pas immuables, intangibles et qu'elles subissaient le sort des mortels en disparaissant. Quoi d'étonnant alors que, mal remis de leur émotion due à cette fulgurante vérité, ils n'aient encore eu le temps d'y réfléchir à loisir? Éberlués, abasourdi même par le choc sans préparation - les peuples essayent péniblement de rassembler les matériaux épars, à portée de leurs mains et de leur compréhension actuelle, de l'agonisant capitalisme en vue de les utiliser pour la construction du régime futur.

Et cela produit l'incohérent, l'innéarable régime marxiste, né d'une cervelle collective momentanément désemparée.

C'est la loi du moindre effort dans toute son impuissance et aussi dans sa nocivité désastreuse. Car le nouveau régime ne résoudra rien, sera d'une décevance monumentale que ce soit dans le domaine idéologique ou matériel. Conservant des institutions néfastes du capitalisme, s'appuyant forcément sur l'ordre coercitif, c'est-à-dire se protégeant contre les aspirations populaires par la police et la magistrature, entretenant la ruineuse armée pour l'ordre extérieur et intérieur, réclamant l'appui d'une religion abrutissante et tentaculaire, sans laquelle aucun État ne peut gouverner, les difficultés mortelles qui hâtent la fin de notre régime actuel, se retrouveront immanquablement sous les pas de l'État-marxiste, l'État-partout.

Les conditions politiques auront changé. Les conjonctures économiques seront les mêmes qu'avant la mort du capitalisme. Comment pourrait-il en être autrement, puisque les causes du désordre n'auront

pas été détruites! Chômage, misère, prostitution, ivrognerie, maladies sociales, paupérisme, favoritisme, inconscience et irresponsabilité, sans oublier la guerre extérieure, toutes ces calamités dont le capitalisme meurt, se retrouveront, ricanantes et triomphantes, au berceau de l'héritier marxiste. Et si nous examinions les répercussions sur le terrain idéologique, quel désastre dangereux!

Des espoirs, légitimes et naturels, foulés aux pieds de l'immonde brute étatique, enivrée d'une puissance récente et sans rivale. Que d'abandons découragés, l'élite sociale ne sera-t-elle clairsemée? Par élite, nous entendons parler de cette sélection normale, non faussée par le jeu des intérêts économiques, où toutes classes confondues, le manœuvre intelligent instruira l'ingénieur éduqué et réciprocement.

L'État-marxiste restera impuissant devant les problèmes fondamentaux de la vie et ne pourra expédier que les «*affaires courantes*», retrouvant les vieilles formules usées du capitalisme privé, ses palliatifs et son étroitesse d'action sociale. Car, ne l'oublions pas, l'autorité est la manifestation la plus éclatante de l'in incapacité sociale.

L'U.R.S.S. en est l'exemple le plus irréfutable, hélas. Son économie nationale est restée politique et n'a subi nulle atteinte de la révolution. Patronat et salariat. État et impôts ont succédé, sous des masques divers, à l'odieux régime tsariste. Le trouble continue à peser d'un poids étouffant sur toutes les activités, non seulement économiques, mais aussi sur les aspirations sociales. Prolétaires et intellectuels sont ensevelis sous les contraintes matérielles et idéologiques.

C'est que l'insurrection de 1917, née de circonstances matérielles, n'avait été précédée par une préparation «*négative*», destructive des préjugés sociaux néfastes. Faute de s'être arrêtée sur la propagation d'un anéantissement complet des idées-erreurs, faute d'avoir créé le «*climat*» indispensable, la révolution de 1917 devait être fatallement, immanquablement, escamotée.

Marcel LEPOIL.
